

## F o c u s s u r

### Les nouvelles scientifiques

Carnet

Les enseignants-chercheurs arrivés en 2021

Ce qui s'est passé dans les laboratoires

### Les jeunes chercheurs

Les dernières soutenances

### Publications

Les dernières publications

### Agenda

### Olivier Leclerc

Directeur de recherche au CNRS, membre du CTAD (UMR 7074)

Page personnelle : <https://ctad.cnrs.fr/project/olivier-leclerc/>



*Bonjour Monsieur, pouvez-vous nous présenter en quelques mots votre parcours ?*

Merci de me donner l'occasion de me présenter aux collègues de la FIND et ainsi de favoriser, je l'espère, de futurs échanges.

Je suis chercheur en droit, directeur de recherche au CNRS, et rattaché depuis mai 2021 au Centre de théorie et analyse du droit (CTAD UMR 7074).

A ce titre, je fais partie des chercheurs du CNRS hébergés à l'Université Paris Nanterre au sein d'une unité mixte de recherche.

Mes recherches portent sur la production des connaissances scientifiques et techniques et sur leurs usages en démocratie. Je m'intéresse particulièrement à des situations dans lesquelles des connaissances sont incertaines voire controversées et où les acteurs sociaux doivent néanmoins les stabiliser, même temporairement, pour décider.

Ces situations sont, à mes yeux, de bons observatoires pour saisir la contribution qu'apporte la régulation juridique à la formation des savoirs et des connaissances scientifiques, à leur circulation et à leurs usages. Mes premières recherches ont porté sur l'expertise judiciaire, avec l'intention de comprendre, dans une perspective comparée, comment le droit français et le droit des États-Unis garantissent la fiabilité scientifique des expertises réalisées en justice. De même, j'ai mené des recherches sur les procédures que le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) met en place pour assurer la solidité de ses rapports d'évaluation et leur prise en compte dans les négociations internationales portant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par la suite, j'ai élargi mes domaines de recherche à d'autres terrains, en particulier la protection juridique des lanceurs d'alerte, la preuve en justice et, plus récemment, le travail scientifique.

*Pourquoi avoir choisi l'Université Paris Nanterre et le CTAD en particulier ?*

L'Université Paris Nanterre a la force d'un grand établissement interdisciplinaire et offre de nombreuses occasions d'interactions, y compris à l'international. Or mes objets de recherche se situent à un carrefour où de nombreuses disciplines et spécialités se rencontrent. C'est évidemment le cas pour ce qui est du droit puisque mes recherches ne se rattachent pas à une seule branche du droit mais mobilisent plusieurs d'entre elles. Au CTAD, dont les travaux m'intéressent de longue date, je trouve un environnement favorable et de précieux interlocuteurs pour faire avancer plusieurs de mes recherches, en particulier celles que je consacre aux raisonnements probatoires et aux lanceurs d'alerte. L'environnement intellectuel qu'offre l'Université favorise aussi les collaborations que j'entretiens avec des spécialistes d'autres sciences sociales et en dehors des sciences sociales, en France et à l'étranger. Mon insertion au sein de l'établissement est grandement facilitée par de nombreux attachements amicaux. Car cette université n'est pas pour moi un établissement inconnu ! J'y ai soutenu ma thèse et j'y ai exercé les fonctions de maître de conférences en droit privé et sciences criminelles de 2005 à 2011, année où j'ai rejoint le CNRS et où j'ai été nommé comme chargé de recherche au Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRID) à Saint-Étienne. Au cours des dernières années, j'ai par ailleurs siégé comme membre extérieur au conseil de l'École doctorale de Droit et Science politique.

*Quels sont vos axes de recherche actuels, vos projets de publications ou de colloques ?*

Mes travaux actuels sont orientés dans trois directions. A chaque fois, j'essaye de mettre en synergie une activité de recherche proprement dite avec des engagements destinés à faire bénéficier les acteurs intéressés des résultats de la recherche. La première orientation de ma recherche porte sur la preuve en justice. Je m'attache plus précisément à expliciter comment les juges raisonnent avec les éléments de preuve dans le cadre d'un procès. J'envisage cette partie de mon travail consacrée aux raisonnements probatoires dans une perspective historique et théorique – qui relève de la théorie du raisonnement –, mais aussi en tenant compte d'une orientation plus opérationnelle dans le cadre d'une collaboration avec l'École nationale de la magistrature à laquelle participent des collègues juristes et philosophes.

La deuxième orientation de ma recherche porte sur la protection juridique des lanceurs d'alerte. Cette recherche, débutée de longue date, se déploie maintenant sur un registre nouveau pour moi puisque j'ai récemment été nommé comme membre de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en santé publique et environnement ([cnDAspe](#)). Cette Commission, établie par une loi du 16 avril 2013, veille à la déontologie des opérateurs de recherche et d'expertise intervenant dans le champ de la santé publique et de l'environnement et traite les signalements qui lui sont adressés par des lanceurs d'alerte dans ces domaines.

Enfin, la troisième orientation de mes recherches porte sur les pratiques des scientifiques, avec un accent tout particulier mis sur la déontologie de la recherche et l'intégrité scientifique. Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche [CRISP](http://www.crisp.ens.psl.eu/) (*Addressing the Challenge of Research Integrity in Scientific Practices*) coordonné par Stéphanie Ruphy (philosophe des sciences à l'École normale supérieure) et soutenu par l'ANR. L'enjeu de ce projet, qui a démarré au début de l'année 2021, est de mettre en lien les exigences d'intégrité scientifique avec la grande diversité des conditions dans lesquelles les scientifiques exercent leur activité. Ma très récente nomination au Comité d'éthique du CNRS ([COMETS](https://comite-ethique.cnrs.fr/le-comets/)) pour un mandat de quatre ans devrait aussi favoriser le transfert entre la recherche et des préoccupations portées par les institutions de recherche et par les chercheurs et les chercheuses eux-mêmes.

Liens :

cnDAspe: <https://www.alerte-sante-environnement-deontologie.fr/>

CRISP: <http://www.crisp.ens.psl.eu/>

COMETS : <https://comite-ethique.cnrs.fr/le-comets/>

## Carnet

### Changement de direction ou d'administration dans les laboratoires

Suite au départ de Florence Bellivier pour l'université de Paris 1, Raphaëlle Parizot devient codirectrice du CDPC avec Juliette Tricot. Nous souhaitons à Florence Bellivier, une belle nouvelle route.

Depuis le 1<sup>er</sup> Septembre, Sophie Trabon remplace Zoubida Saidi pour s'occuper de la gestion administrative et financière du CEDCACE et du CEJEC.

Henri Sergent a été recruté par le CTAD comme assistant de ressources documentaires et scientifiques. Il se trouve dans le bureau F 404.

## Les enseignants-chercheurs nouvellement arrivé.e.s



### **Ralph Evêque, Maître de conférences en Histoire du droit, rattaché au CHAD**

Je suis maître de conférences en Histoire du droit à l'université Paris-Nanterre depuis septembre 2021. J'ai écrit une thèse sur la question des transmissions du savoir juridique durant l'Antiquité romaine.

J'ai effectué l'ensemble de mes études juridiques à l'UPN. Je suis titulaire d'une licence en droit public, d'un M1 en droit des affaires et d'un M2 en Histoire et Anthropologie du droit. Après mon M2, j'ai commencé un doctorat sous la direction de la professeure Soazick Kerneis. À l'issue de mon doctorat, c'est tout naturellement que je suis devenu membre-chercheur du CHAD. Par la suite, quand la possibilité m'a été offerte, j'ai logiquement choisi l'UPN pour débiter en tant que maître de conférences.

Je travaille en particulier sur la question des liens entre genre, sexualités et droit durant l'Antiquité romaine.

Par ailleurs, j'organise un cycle de conférences (soirées d'études du CHAD). Il s'agit d'aborder avec un regard juridique des thèmes appartenant à la culture populaire ou marginale. Pour le moment, je me suis concentré sur les littératures populaires.

Je suis aussi l'organisateur de l'université d'été franco-germano-lituanienne en sciences juridiques de Vilnius. Il s'agit en 2021 de la XVI<sup>e</sup> édition de cette manifestation annuelle qui permet la collaboration entre les universités de Nanterre, de Francfort et de Vilnius.



### **Lola Isidro, Maîtresse de conférences en droit privé, rattachée à l'IRERP**

Maîtresse de conférences en droit, spécialisée en droit social. Mes recherches portent essentiellement sur le droit de la protection sociale et le droit du travail, notamment dans leur croisement avec le droit des étrangers. Je m'intéresse également aux transformations de l'État social (mouvement d'universalisation ; phénomène de dématérialisation). Mes travaux sont en outre traversés par la thématique des droits fondamentaux, affirmés tant au niveau interne qu'international et européen.

Je suis très attachée à l'Université Paris Nanterre où j'ai poursuivi mes études jusqu'au doctorat. C'est au sein de l'IRERP que j'ai réalisé ma thèse. Après cinq années passées à l'Université de Lorraine (faculté de droit de Nancy), je me réjouis de revenir à Nanterre.

Je m'intéresse actuellement en particulier au processus de dématérialisation des services publics sociaux et à l'impact de ce phénomène sur les droits des bénéficiaires de prestations sociales. J'ai co-organisé un colloque au printemps 2021 qui se prolonge par des publications et une activité de valorisation (v. site <https://dematsp.hypotheses.org/>).



### **Sébastien Hourson, Professeur en droit public rattaché au CRDP**

Je crois être profondément être universitaire : un pied dans l'enseignement, l'autre dans la recherche et l'esprit tourné vers l'université. Mon parcours académique est assez classique, mais nourri par diverses expériences. Docteur de l'Université Panthéon-Assas, j'ai d'abord exercé en qualité de Maître de conférences à l'Université Paris Descartes, puis comme Professeur à l'Université Clermont Auvergne à la suite de ma réussite au concours d'agrégation de droit public. Durant ces années, mes travaux ont essentiellement porté sur les évolutions contemporaines de l'administration, du droit administratif, des conventions et commandes publiques en particulier.

Pour des motifs professionnels et personnels, mon intention a toujours été de rejoindre une grande université parisienne. Par son histoire, sa situation et sa réputation, l'Université Paris Nanterre répond à la plupart des attentes d'un enseignant-chercheur souhaitant s'investir pleinement dans un projet collectif. Aussi, lorsque l'occasion s'est présentée de me porter candidat, ma démarche fut très naturelle et spontanée. Mon profil de droit public, spécialisé en droit administratif, me destinait alors à rejoindre le CRDP. Ce centre actif comporte, en effet, des axes de recherche correspondant à mes travaux et porte le Master Droit public général dont j'assure la codirection depuis cette rentrée.

Durant les prochains mois, je souhaite d'abord maintenir une recherche ouverte en matière d'action administrative, notamment dans le cadre de mes fonctions au sein de la revue *Droit administratif*. Cette volonté m'a conduit, en particulier, à coordonner les travaux menés par plusieurs doctorants du CRDP, dans le cadre de "l'atelier de la jeune recherche" qui se tiendra en fin d'année sur "l'exception en droit public". En croisant des approches variées, il s'agira de raisonner, en creux, sur l'articulation désordonnée entre les règles juridiques qui interroge le maintien d'une lecture binaire simplifiée et reposant sur la hiérarchie entre le principe et ses exceptions.

Ensuite, je compte poursuivre une spécialisation dans le domaine des contrats de l'administration, à travers l'écriture d'articles réguliers, dans la continuité de l'ouvrage *Droit des contrats administratifs* auquel mon collègue Philippe Yolka m'a associé pour l'écriture de la seconde édition.

Enfin, j'espère avoir la possibilité de développer des travaux de recherche en matière environnementale, déjà concrétisés par la publication de chroniques.



### **Kevin Mariat, Maitre de conférences en droit privé rattaché au CDPC**

Je m'appelle Kevin Mariat et je suis maître de conférences stagiaire à l'UFR DSP depuis la rentrée. Je suis spécialiste de procédure pénale et j'ai soutenu une thèse en 2019 intitulée "L'équilibre des pouvoirs dans la phase préparatoire du procès pénal. Réflexions françaises à la lumière des droits allemand et italien" sous la direction d'Elisabeth Joly-Sibuet (Lyon 3). J'ai donc essentiellement travaillé en procédure pénale comparée mais j'ai me suis aussi intéressé au droit pénal international ainsi qu'aux liens entre droit et mémoire des crimes de masse.

L'Université Paris Nanterre et le CDPC sont à la pointe en droit pénal comparé et international, en faisant pour moi un choix naturel.

J'entends continuer à explorer le droit pénal comparé et international en m'intéressant notamment à l'application de la loi pénale dans l'espace, aux grands modèles de procédure pénale mais aussi à la mémoire judiciaire des crimes de masse.

## **Autres enseignants-chercheurs arrivés à l'UFR de Droit :**

- Thomas Boussarie, Maitre de conférences en droit public au CRDP
- Thomas Pasquier, Professeur en Droit privé, à l'IRERP

## **Les enseignants-chercheurs qui ont quittés notre université à la rentrée 2021 :**

- Florence Bellivier, Professeur en Droit privé et sciences criminelles (CDPC), a rejoint l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Alexandre Fabre, Professeur en Droit privé (IRERP) a rejoint l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Aude Epstein, Maitre de conférences en Droit privé (CEDCACE)

## **Ce qui s'est passé dans les unités de recherche en Droit**

---

### **École thématique « droits des droits humains »**

---

En août 2020, avec le soutien du dispositif Écoles thématiques du CNRS, le CREDOF (Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux) de l'Université Paris Nanterre a organisé une première édition d'une **école d'été interdisciplinaire sur les droits humains**.

Le cadre qui a été choisi pour cette école d'été est de 5 jours en immersion dans un cadre agréable au sein duquel les participant-es (doctorant-es, jeunes chercheur-es, chercheur-es confirmé-es) produisent une réflexion approfondie et générale à la fois sur une **thématique principale**, mais également sur des **aspects théoriques, méthodologiques et épistémologiques de la recherche** sur cet objet spécifique que sont les droits humains.

Pour chaque édition, l'école thématique propose un **thème d'actualité sur les droits humains autour duquel s'organise les cours généraux de la semaine**. Certains thèmes apparaissent d'ores et déjà susceptibles d'intéresser un grand nombre de chercheurs, comme par exemple l'asile, les prisons, la bioéthique ou le numérique. Chaque journée aura vocation à réunir les chercheurs sur des enjeux spécifiques relatifs au thème choisi.

**En 2020**, le **cours général** était consacré aux *libertés politiques*, en partie réorienté à la faveur de la crise pandémique (et du nouvel état d'urgence sanitaire) autour de l'état d'urgence comme forme de gouvernement, en France et ailleurs, sur la période récente<sup>1</sup>. Il avait été complété par des **ateliers méthodologiques** interdisciplinaires qui ont permis de prendre la mesure de l'apport de la science politique, de l'ethnographie et de la sociologie à la production d'une recherche de qualité sur les droits humains. A ces deux formats principaux se sont ajoutés des **ateliers de lecture** thématiques permettant de balayer certains grands sujets d'actualité des droits humains (un sur l'état d'exception, un sur les discriminations, un sur les droits reproductifs), un **atelier méthodologique d'analyse de contentieux** (sur l'état d'urgence français 2015-17), ainsi que des **débats** et nombreux **moments d'échanges** autour, notamment, du visionnage et du commentaire de films documentaires. L'ensemble de ces activités d'enseignement et de réflexion était piloté par des chercheuses et des chercheurs confirmé-es issus de plusieurs disciplines et ayant travaillé sur les questions des droits humains.

Suite au bilan très positif de cette première édition (12 participant-es<sup>2</sup>, 6 intervenant-es principaux, ayant tous fait une évaluation excellente de l'apport de l'école d'été), le CREDOF souhaite pérenniser ce format de formation dirigé principalement vers les chercheur-es et doctorant-es à raison d'un **rythme biannuel** (tous les deux ans). L'objectif serait d'offrir à la communauté des chercheurs/ses une **rencontre scientifique périodique sur les défis actuels que portent les droits humains** en lui ouvrant des perspectives de réflexion originales **hors des frontières nationales et disciplinaires**. La régularité d'une telle rencontre a vocation à **fédérer les chercheurs et d'établir une jonction entre le monde académique et les acteurs sociaux**.

**Sous réserve de financements**, une **prochaine édition** devrait donc être programmée à l'**été 2022**. Du fait de son actualité, de son caractère pluridisciplinaire et transnational, ainsi que de l'angle théorique mais également des expériences personnelles et pratiques à partir desquels il peut être traité, nous avons choisi de se consacrer cette édition au **thème général des « libertés académiques, liberté de la recherche, liberté d'expression »**.

**Jeanne de Gliniasty**, Maitresse de conférences en Droit public (CTAD-CREDOF)

---

<sup>1</sup> <https://ecolethematiquedroitshumains.wordpress.com/2020/02/15/ecole-thematique-cnrs-2020/>

<sup>2</sup> Format réduit en raison des contraintes sanitaires ; le format idéal serait de 20 participant-es à chaque édition.



---

## Le cycle « Touche pas à nos vieux ! » se poursuit avec une conférence, le 4 juin 2021 sur « Les lieux de vie des personnes âgées »

---



Dans le cadre du cycle « Touche pas à nos vieux ! » organisé depuis 2018 par Camille Bourdaire-Mignot et Tatiana Gründler, la rencontre du 4 juin dernier était consacrée aux Lieux de vie des personnes âgées.

Son ambition était de croiser les regards sur le panel de ces lieux : domicile, EHPAD, béguinage, babayagas,... afin de les (re)penser, alors que plusieurs rapports traitant de ce sujet venaient d’être rendus publics (Défenseur des droits, *Les droits fondamentaux des personnes âgées accueillies en EHPAD* ; Luc Broussy,

*Nous vieillirons ensemble*, rapport remis à la ministre Brigitte Bourguignon ; Think tank Matières grises, *L’Ehpad du futur commence aujourd’hui*).

Les échanges entre plusieurs membres de l’association Béguinage en France - Christophe Baiocco, l’un de ses fondateurs, et Catherine Bernard –, la directrice d’EHPAD, Isabelle Tardif et le sociologue, Dominique Argoud, ont permis de mieux cerner les difficultés, mais aussi l’urgence à concevoir des habitats adaptés aux besoins et aux souhaits des personnes âgées.

Au terme d’importantes évolutions depuis le modèle hospicial, les EHPAD malgré leur grande diversité (taille, statut, fonctionnement) se trouvent globalement tous confrontés à des difficultés profondes que seuls des choix publics forts pourront permettre de dépasser. Accueillant des résidents de plus en plus âgés et dépendants en raison à la fois du souhait des personnes de rester le plus possible à domicile (ce que permet le développement des aides à domicile), mais aussi de réformes qui ont lié la tarification et la réglementation de ces structures au niveau de dépendance des résidents, l’EHPAD est soumis à des normes croissantes qui institutionnalisent et médicalisent ces lieux. La prise en charge médicale y prend une place accrue sans avoir d’ailleurs toujours les moyens de ses ambitions (notamment du fait d’un manque structurel de personnel), face, qui plus est, à des résidents pour lesquels, dans la grande majorité des cas, l’admission en EHPAD est un non-choix. Les EHPAD sont ainsi devenus, selon les intervenants, des lieux de fin de vie.

C’est dans ce contexte que des réactions et initiatives voient le jour en faveur d’autres modes d’habitat des personnes âgées. Du côté du secteur EHPAD, des propositions existent pour appliquer une logique domiciliaire aux établissements. En dehors des EHPAD, les initiatives sont plurielles et peuvent prendre notamment la forme de l’habitat inclusif tel que porté par le béguinage, envisagé comme le chaînon manquant entre le domicile individuel et la résidence en institution. Une vingtaine de logements accueillent ainsi des personnes sous condition de ressources et d’autonomie, avec des espaces partagés (bibliothèque, jardin...) et l’ambition de préserver aussi longtemps que possible l’autonomie des personnes. Pour ce faire, la structure non médicalisée a une action importante de prévention en santé et d’inclusion sociale.

Si les constats comme les idées et propositions existent pour permettre d’habiter et de vivre autrement la vieillesse, il manque encore l’indispensable volonté politique. En effet la perspective, au moment de cette rencontre, de l’adoption prochaine de la grande loi sur la vieillesse (*Loi pour les générations solidaires*) a été depuis enterrée.



**Camille Bourdaire-Mignot et Tatiana Gründler**  
Maitresses de conférences en droit privé (CEDCACE) et en droit public (CTAD-CREDOF)  
Organisatrices du Cycle « Touche pas à nos vieux ! »

## Les jeunes chercheurs

### Les dernières soutenances

Le 3 septembre 2021, Mr Quentin BUTAVAND a soutenu sa thèse sur le thème « **La justice constitutionnelle au Royaume-Uni. Contribution à une théorie générale de la justice constitutionnelle** » sous la direction de Mme Charlotte GIRARD (CTAD-CREDOF).

Le 10 septembre 2021, Mr Daniel CARNEIRO LEAO ROMAGUERA a soutenu sa thèse sur le thème « **Les Droits de l'Homme à la croisée des chemins. Critique et potentiel des Droits de l'Homme** » sous la direction de Mmes Charlotte GIRARD et Bethânia DE ALBUQUERQUE ASSY (CTAD-CREDOF)

Le 1 octobre 2021, Mr Francis HABOUZIT a soutenu sa thèse sur le thème « **Les usages des modalités d'exécution de la peine privative de liberté. Contribution à l'étude des pratiques punitives contemporaines** » sous la direction de Mr Pascal Beauvais (CDPC)

Le 18 octobre 2021, Mr Yvan KAMTO TABUGUIA va soutenir sa thèse sur le thème « **La réparation du préjudice individuel en droit général de la responsabilité internationale de l'État** » sous la direction de Mr Alain Pellet (CEDIN)

## Direction d'ouvrage

**Danis-Fatôme Anne** et Roux- Demare François-Xavier, *L'affaire du médiateur 2010-2020, dix ans après*, Dalloz, collection thèmes et commentaires.

**Jandard Léonor**, *La relation entre l'arbitre et les parties. Critique du contrat d'arbitre*, LGDJ, coll. Bibliothèque de droit privé, 2021. (<https://www.lgdj.fr/la-relation-entre-l-arbitre-et-les-parties-9782275088433.html>)

**Tirard Manuel**, "*Les relations financières dans les formes d'organisations étatiques*" (préf. M. Conan), Bruylant, coll. Finances publiques / Public Finance, 2021 (526 p.).

## Chapitres dans des ouvrages collectifs

**Davy Gilduin**, « La tentation nordique des historiens du droit normand. Du provincialisme juridique au régionalisme nostalgique », *Droit, pouvoir et société au Moyen Âge. Mélanges offerts au professeur Yves Sassier. Liber amicorum*, dir. E. Chevreau, G. Davy, O. Descamps, F. Lachaud, Limoges, PULIM, 2021, p. 103-116.

**Latty Franck** « La contribution de Gérald Simon à la *lex sportiva* », in *Le sport au carrefour des droits. Mélanges en l'honneur de Gérald Simon*, Travaux du CREDIMI, vol. 57, Paris, LexisNexis – Editions du Jurisclasseur, 2021, pp. 323-336

**Lochak Danièle**, Combattre pour l'égalité ou lutter contre les discriminations ? in D. Borrillo, F. Lemaire, *Les discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre*, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, avril 2020, pp. 57-75

**Lochak Danièle**, Migrants et réfugiés, hier et aujourd'hui, in M. Leibovici et A. Mréjen (dir.), Hannah Arendt, *Les Cahiers de l'Herne*, 2021

**Lochak Danièle**, « Violations des droits des migrants aux frontières. Pourquoi l'impunité » ? in *Mélanges en l'honneur d'Alain Bernard*, juillet 2021

**Pichard Marc**, - « Penser la gestation pour autrui : poser les termes d'un débat nécessaire », in Daniel Borrillo et Thomas Perroud (dir.), *Penser la GPA*, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », 2021, p. 199 et s.

**Pichard Marc**, - « La mention du sexe dans les actes de l'état civil », in Jérôme Courduriès, Christine Dourlens et Laurence Hérault, *État civil et transidentité : anatomie d'une relation singulière. Genre, identité, filiation*, Presses Universitaires de Provence, coll. « Penser le genre, 2021, p. 55 et s.

## Article de revue

**Bourdaire-Mignot Camille et Gründler Tatiana**, "L'accès aux soins des personnes âgées dépendantes : de la difficulté d'adapter sans exclure", in Actes du colloque Le vieillissement à l'épreuve des choix, 13 avril 2021, Université de Lille, Hebdo édition sociale n°872 du 8 juillet 2021

**Bourdaire-Mignot Camille et Gründler Tatiana**, "La fin de vie des personnes âgées : l'impensé du droit ?", in Dé(s)mesure(s) de la fin de vie, *Gérontologie et société*, n°164, vol. 43, 2021, p. 87-106

**Bourdaire-Mignot Camille**, Cayol Amandine et **Gründler Tatiana**, "Ethique et droit du vivant, Actualité de la loi relative à la bioéthique du 2 août 2021", *Revue générale de droit médical*, n°80, septembre 2021, p. 169-185

**Bourdaire-Mignot Camille et Gründler Tatiana**, AMP, Cellules souches, génétique... ce que change la loi de bioéthique de 2021, Gualino, Droit en poche, octobre 2021

**Champeil-Desplats Véronique**, « Objets partagés, analyse juridique et interdisciplinarité. Réactions », *RRJ- Cahiers de méthodologie juridique*, 2020-3 (publication juillet 2021), n° 33, pp 1395-140

**Champeil-Desplats Véronique**, « Droit, sciences du droit et sociologie : cas français. Retour sur deux textes représentatifs d'un rapport complexe », *RRJ- Cahiers de méthodologie juridique*, 2020-3 (publication juillet 2021), n° 33, pp 1488-1502

**Champeil-Desplats Véronique**, avec Thomas Acar, Antonin Gelblat et **Stéphanie Hennette Vauchez**, « Physionomie générale du corpus QPC et méthodologie de la recherche », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 20 | 2021, mis en ligne le 1 juillet 2021

**Champeil-Desplats Véronique**, « Les actions associatives pour la défense des droits et libertés que la constitution garantit devant le Conseil constitutionnel », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 20 | 2021, mis en ligne le 21 juin 2021

**Champeil-Desplats Véronique**, ["Derechos humanos y positivismo: planteamiento del problema a partir de dos autores emblemáticos, Kelsen y Bobbio"](#), *Revista cubana de derecho*, Vol. 1, N° 02, julio-diciembre, 2021, pp. 138-159

**Champeil-Desplats Véronique** avec Loïc Grard, "Maitres de conférences en droit public : quelles dynamiques de carrières", *AJDA*, 2021, p. 1705

**De Gliniasty Jeanne**, « Administration et libertés », chronique de l'administration, *Revue française d'administration publique*, n° 179, 2021/3, avec M.-X. Catto

**De Gliniasty Jeanne**, « L'intérêt général en QPC : de la lettre à l'esprit », in dossier thématique *Dix ans de questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) : quelle garantie des droits et libertés ?* (II- Les techniques et raisonnements), *La Revue des droits de l'homme [en ligne]*, n° 20, juillet 2021

**De Gliniasty Jeanne**, « La gestion de la pandémie par la puissance publique devant le Conseil d'État à l'aune de l'ordonnance de référé du 22 mars 2020 », *La Revue des*

*Droits de l'Homme [en ligne], Actualité-Droits-libertés*, juin 2020

**Denys-Sacha Robin**, "Le congé de maternité des doctorantes contractuelles : quelques témoignages et précisions nécessaires sur les règles en vigueur", *Sorbonne Student Law Review*, vol. 4, n° 1, pp. 145-159.

**Hochmann Thomas**, « Un succès d'exportation : la conception allemande du contrôle de proportionnalité », *AJDA*, 2021, p. 805-809.

**Lochak Danièle**, « A propos... : Protéger les réfugiés ou les intérêts de l'État ? Sous le droit, la politique », *Droit & Société*, 2021/2, n° 108

**Pichard Marc**, - « Les juristes positivistes (ne) sont-ils (que) des sophistes ? », *Revue de droit d'Assas*, n° 21, juin 2021, p. 24 et s.

**Pichard Marc**, - Obs. sous CEDH 7 juill. 2020, *Albert et a. c/ Hongrie*, et sous CEDH, 18 juin 2020, *Molla Sali c/ Grèce*, in Emmanuel Decaux et Mouloud Boumghar, *Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2020)*, *Journal du droit international (Clunet)* n° 3, Juillet 2021, chron. 7, p. 1103 et s., spéc. p. 1188 et s. et p. 1191 et s.

**Pichard Marc**, - Recension de Perrine Ferrer-Lormeau, « Le droit de la filiation au prisme du genre. Étude en faveur d'une adaptation du droit aux enjeux contemporains de la filiation », *RTD civ.* 2021, p. 501 et s.

## Autres communications

**Jandard Léonor**, *Chronique de droit de l'arbitrage* (avec Ch. Seraglini et P. Giraud), *JCP G*, 21 juin 2021, n° 25, 696.

# Agenda

## Colloques, journées d'étude, séminaires

### Jeudi 21 octobre 2021

Invitation par le CDPC de Christophe Soulard, Président de la chambre criminelle de la Cour de cassation sur le thème « La Cour de cassation à l'épreuve de la diversité et du renouvellement du droit pénal », de 17h à 19h, amphithéâtre Max Weber. Inscription nécessaire : [conference.masterpenal.nanterre@gmail.com](mailto:conference.masterpenal.nanterre@gmail.com)

### Jeudi 21 octobre 2021

Dans le cadre du séminaire régulier du CTAD, Présentation des travaux des membres du CREDOF

### Jeudi 18 novembre 2021

Le CDPC en partenariat avec le CREA organise un séminaire autour du documentaire « Cleveland contre Wall Street ». Informations ici : <https://cdpc.parisnanterre.fr/seminaire-licence-esthetique-cleveland-contre-wall-street-rencontre-avec-jean-stephane-bron-1009736.kjsp?RH=1477645469237>

### Jeudi 18 novembre 2021

Colloque sur **Exportations d'armes et droit public**, CTAD-CREDOF

### Vendredi 19 novembre 2021

Dans le cadre du cycle de conférences sur le Brexit organisé par le CEJEC en collaboration avec le CREA et le CRECIB (UFR LCE), « **The constitutional implications of Brexit for the United Kingdom and the European Union** » de 14h à 16h, dans le bât. Simone Veil, F 352

### Vendredi 19 et samedi 20 Novembre 2021

Colloque sur « La Cour Internationale de Justice a 75 ans » organisé par le CEDIN

### Mercredi 1 décembre 2021

**Perspectives institutionnelles et financières pour la Nouvelle Calédonie à l'aube du 3<sup>e</sup> référendum sur l'indépendance du 12 décembre 2021** », CRDP, de 9h à 11h, salle 352

### Jeudi 2 décembre 2021

Le CREDOF avec la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques organise **une rencontre sur l'actualité des thèses de doctorat en théorie du droit.**

### Jeudi 2 décembre 2021

Dans le cadre du cycle de conférences sur le Brexit organisé par le CEJEC en collaboration avec le CREA et le CRECIB (UFR LCE), « **les Nords** », **Brexit et identités nationales : les répercussions en Ecosse et en Irlande** », de 17h à 19h, salle de séminaire 2 du bâtiment Max Weber

### Jeudi 9 décembre 2021

Colloque sur « **Du droit international et des femmes** », CTAD et CEDIN

### Vendredi 10 décembre 2021

Atelier des doctorants du CRDP édition 2021 : **"L'exception en droit public"**, amphi Max Weber

### Jeudi 16 décembre 2021

Journée en **hommage à Eugenio Bulygin** organisée par TheorHis-CTAD

### Jeudi 20 janvier 2022

Dans le cadre du cycle de conférences sur le Brexit organisé par le CEJEC en collaboration avec le CREA et le CRECIB (UFR LCE), « **L'accord commercial entre l'union Européenne et le Royaume Uni : comment négocier la rupture** » de 17h à 19h, salle F 352 du bât. Simone Veil

### 10 février 2022

Dans le cadre du séminaire régulier du CTAD, réception de **Guillaume Tusseau** (Sciences Po) autour de ses ouvrages récents

### Jeudi 17 février 2022

Dans le cadre du cycle de conférences sur le Brexit organisé par le CEJEC en collaboration avec le CREA et le CRECIB (UFR LCE), « **Le Brexit et la reconfiguration du paysage politique britannique** » de 17h à 19h, Bâtiment Max weber, salle des conférences

### 11 et 12 avril 2022

Colloque de restitution du projet de recherche sur Les biens communs, amphi Max Weber.

Pour contacter La FiND

Mathieu Soula, directeur  
m.soula@parisnanterre.fr

Carine Benayoun, responsable administrative  
carine.benayoun@parisnanterre.fr

Université Paris Nanterre, Bâtiment F, Bureau 522  
200 avenue de la République 92001 Nanterre Cedex  
Tel : 01 40 97 78 16